



**mercredi, 15. Mars 2017**

**SOMMAIRE** Cliquez sur les titres pour lire les articles

<b>Marché &amp; Economie</b> .....	<b>2</b>
<i>Campagne de promotion à l'international : Projet de 4000 MW en énergies renouvelables</i>	2
<i>Ouverture à Oran de la 4ème réunion du Comité GNL de l'Union internationale du Gaz</i> .....	2
<i>Le e-notariat généralisé à la fin 2017</i> .....	3
<i>La route Transsaharienne Alger-Lagos opérationnelle en 2018</i> .....	3
<i>La nouvelle Constitution accorde des avantages aux investisseurs</i> .....	4
<b>Commerce</b> .....	<b>4</b>
<i>Modernisation d'Air Algérie : Lancement d'une feuille de route</i> .....	4
<i>Pose de la première pierre de l'usine Kia Motors Algérie, le 19 mars à Batna</i> .....	5
<b>Transactions &amp; Contrats</b> .....	<b>5</b>
<i>Fabrication d'équipements pétroliers : Création d'une société algéro-chinoise</i> .....	5
<b>Régions</b> .....	<b>6</b>
<i>CNMA : Rencontre avec les producteurs</i> .....	6
<i>Oran : Relance du tourisme</i> .....	6
<i>Réaménagement des zones industrielles d'Oran : Les opérateurs économiques sollicités</i> ....	7
<i>L'ambassadeur du Japon à Bordj Bou-Arréridj : Au cœur de l'industrie électronique</i> .....	7
<i>Travaux publics : Un centre national de contrôle de la qualité bientôt à Aïn Defla</i> .....	8
<i>Annaba : La réhabilitation du vieux bâti proposée aux Français</i> .....	8



**CCI ALGÉRO-FRANÇAISE**

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

[cciaf@cciaf.org](mailto:cciaf@cciaf.org)

[www.cciaf.org](http://www.cciaf.org)

**NOS EVENEMENTS SUR**

**[WWW.CCIAF.ORG](http://WWW.CCIAF.ORG)**

### Campagne de promotion à l'international : Projet de 4000 MW en énergies renouvelables

**Source : Maghreb Emergent**

Les responsables algériens mènent une campagne de promotion à l'international avant de lancer l'appel à manifestation d'intérêt pour le grand projet de 4000 MW en énergies renouvelables.

L'appel d'offre relatif au mégaprojet pour la production de 4.000 MW d'énergie d'origine solaire qui devait être lancé fin janvier n'aura pas été retardé de deux mois sans raison valable. Le report pour la fin mars a été annoncé la veille de la signature entre l'Algérie et l'Union européenne d'une convention portant sur un appui financier de 10 millions d'euros pour renforcer le développement des énergies renouvelables en Algérie.

Alors que Ramtane Lamamra, ministre des affaires étrangères se trouvait à Bruxelles, le ministre de l'Energie Noureddine Boutarfa participait au 15ème Forum mondial du développement durable, à Paris où il a affirmé que les énergies renouvelables représentaient désormais pour l'Algérie, une "priorité nationale".

Boutarfa a évoqué à cette occasion le programme national de développement des énergies renouvelables, adopté en 2015 et qui prévoit de produire 22.000 MW à l'horizon 2030 avec une part des sources renouvelables de près de 27% dans la production d'électricité.

Le P-DG de la Compagnie de l'engineering de l'électricité et du gaz (CEEG), M. Mohamed Arkab était de son côté présent au fourm Powering Africa Summit, à

Washington qui, à l'instar de celui de Paris, réunissait de nombreux investisseurs susceptibles d'être intéressés par le projet.

L'Algérie veut ainsi attirer l'attention des grands groupes mondiaux. L'appel à manifestation d'intérêt est supposé être national et international, mais il est évident que c'est en direction de l'étranger que les responsables algériens regardent.

Des experts, comme se sont montrés plus ou moins circonspects voire sceptiques lorsque l'annonce du mégaprojet a été faite en décembre dernier. La taille de ce projet pose problème, selon ces experts qui considèrent plus prudents d'aller vers des projets de dimension modeste. Ainsi, Farid Bourenani, expert financier a évoqué les difficultés financières susceptibles de rencontrer ce projet.

Les responsables Algériens semblent en définitive avoir choisi plus de prudence en menant une campagne de promotion à l'international avant de lancer l'appel à manifestation d'intérêt.

### Ouverture à Oran de la 4ème réunion du Comité GNL de l'Union internationale du Gaz

**Source : Maghreb Emergent**

Près d'une centaine d'experts algériens et étrangers, participent à la 4ème réunion du Comité GNL de l'Union internationale du Gaz (UIG), dont les travaux se sont ouverts mardi à Oran.

Ces experts débattront, trois jours durant, de la situation du gaz dans le monde et des opportunités pour la promotion de cette ressources, a précisé à l'APS Badji

Khaled, membre du secrétariat générale de l'Association algérienne de l'industrie du gaz (AIG).

Cette rencontre regroupe près d'une centaine d'experts en la matière dont 32 étrangers représentant les différentes associations affiliées à l'UIG à savoir l'Allemagne, la Grande Bretagne, l'Australie, le Cameroun, la Corée, l'Espagne, la France, l'Indonésie, l'Iran, le Japon, la Thaïlande et la Tunisie.

La rencontre s'inscrit dans le cadre du programme du triennat 2015-2018, de l'UIG, précise-t-on dans un communiqué remis à l'APS. La réunion de ce Comité a regroupé les représentants de 15 pays, ainsi que des représentants de l'AIG.

Les réunions du comité du GNL, dont celle d'Oran, ont pour objectifs de mettre en place une feuille de route pour les délégués des différents pays et organisations gazières pour les trois années à venir.

L'intérêt pour l'Algérie est que l'AIG est présente dans les différents comités.

C'est qui revêt une importance particulière pour la défense des intérêts du pays, notamment pour ce qui concerne la commercialisation du gaz et les conditions contractuelles.

Les travaux de cette rencontre porteront sur les problématiques liées à l'Industrie du GNL, notamment dans ses aspects liés à la liquéfaction, regazéification, au transport, à la commercialisation, a-t-il précisé.

Trois sous-groupes et une "Task-Force", un groupe de professionnels réunis spécialement pour l'exécution d'une tâche, se pencheront sur le traitement de ces problématiques.

Le premier sous-groupe traitera les aspects liés aux technologies des unités de GNL flottantes (FLNG), le second abordera les aspects relatifs à la compétitivité du GNL dans le marché de l'Énergie, et le troisième traitera du développement de la capacité de production des installations GNL et leur flexibilité.

La "Task-force" se chargera de la préparation du rapport mondial de l'Industrie du GNL qui est annuellement édité, ajoute-t-on de même source.

Des organisations gazières, des experts nationaux et internationaux, ainsi que des instituts spécialisés et des étudiants en hydrocarbures seront présents à cet événement, note-t-on.

L'Association algérienne de l'Industrie du Gaz est une association nationale à caractère scientifique et technique à but non lucratif, agréé par le ministère de l'Intérieure en vertu de la loi relative aux associations.

Fondée par la Sonatrach, Sonelgaz et un groupe de personnes physiques parmi des personnalités du secteur des hydrocarbures en 1993, pour constituer un espace de rencontres de l'ensemble des acteurs directs et indirects de l'Industrie du Gaz en Algérie.

L'Algérie, pays producteur, consommateur et exportateur de gaz, a développé très tôt une importante industrie des gaz (gaz naturel, GNL et GPL) et a participé activement à l'expansion du commerce international du gaz, notamment sous forme liquéfié, rappelle-t-on.

### [Le e-notariat généralisé à la fin 2017](#)

**Source : Maghreb Emergent**

Le e-notariat sera généralisé à la fin 2017, parallèlement à la formation des 1800 notaires recensés à travers le territoire national, une expérience qui fera de l'Algérie le premier pays africain à adopter cette technologie, a-t-on appris mardi auprès de la Chambre nationale des notaires.

Il s'agit de substituer une base électronique au support papier dans le cadre de la modernisation du secteur de la Justice, a indiqué le président de la Chambre nationale des notaires, Nouredine Mohammedi, rappelant que le premier acte notarié électronique avait été délivré, début mars, à l'occasion d'une visite de travail et d'inspection du ministre de la Justice, garde des sceaux, Tayeb Louh, dans la wilaya de Tissemsilt.

Ainsi, l'acte notarial sera dématérialisé et les notaires à travers le territoire national équipés à cet effet par le ministère de la Justice.

Outre la signature électronique, les empreintes électroniques seront utilisées en tant que "garanties pour le notaire qui évitera ainsi toute accusation de faux ou remise en cause de l'authenticité d'un acte", a-t-il expliqué.

Ces archives constitueront "une base de données confidentielle au niveau du ministère de la Justice qui sera placée sous le contrôle d'un magistrat et dont la consultation requerra des procédures juridiques rigoureuses", a précisé M. Mohammedi.

Ce nouveau mécanisme est à même de hâter les procédures d'application des actes notariés ce qui profitera à l'investissement, d'autant que le commerce exige célérité et confidentialité, outre l'augmentation des recettes du trésor public à travers les taxes et impôts recouvrés.

M. Mohammedi a déploré toutefois, l'incapacité de certains services administratifs comme la conservation foncière et l'enregistrement à s'adapter à ce développement en termes techniques d'où le retard enregistré dans l'application des actes pouvant s'étendre sur plusieurs mois, au détriment du citoyen, a-t-il dit.

### [La route Transsaharienne Alger-Lagos opérationnelle en 2018](#)

**Source : Maghreb Emergent**

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes, Abdelkader Messahel a annoncé que la route transsaharienne Alger-Lagos sera opérationnelle en 2018.

"La route transsaharienne est importante et stratégique car elle favorise le partenariat entre les Africains", l'infrastructure étant le fondement de tout échange économique, a indiqué M. Messahel à l'émission "Hiwar Essaâ" de la télévision algérienne diffusée dimanche soir.

Pour cette raison, a-t-il dit, l'approche algérienne a donné la priorité à la Transsaharienne qui sera ouverte l'année prochaine sur le tronçon Alger-Lagos via le Niger".

"Avec notre poids et nos potentialités en tant qu'Algériens, nous sommes arrivés aux frontières avec le Niger et plus loin encore avec la liaison routière Alger-Lagos longue de 4600 Km", a ajouté le ministre, précisant qu'il "ne restait que 220 km sur le territoire du Niger".

Il a également fait part du "lancement d'une autre route à partir du Tchad qui sera raccordée à la Transsaharienne au Niger et qui est actuellement à 34 km des frontières nigériennes, ce qui permettra l'ouverture de la route vers le centre de l'Afrique", a-t-il dit.

### La nouvelle Constitution accorde des avantages aux investisseurs

**Source : APS**

Le ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, a affirmé mardi à Sétif que la nouvelle Constitution accorde de multiples avantages aux investisseurs, tenus en contrepartie de s'acquitter des impôts.

Lors de l'inauguration du siège de la Banque nationale d'Algérie (BNA) au centre commercial Parc Mall, le ministre a également mis l'accent sur les efforts de l'Etat pour moderniser l'administration des impôts et améliorer les recettes publiques.

M. Hadji Baba Ammi a assuré que la modernisation du système bancaire national engagée permettra "dans les quelques prochains mois" à la plupart des banques de se doter de systèmes informatiques très performants de nature à améliorer leurs prestations assurées aux clients et faire entrer l'argent aux banques.

Le ministre des Finances a annoncé le lancement le 20 mars courant d'un appel d'offres pour la modernisation des directions des domaines de l'Etat afin de garantir un accès rapide à l'information et réduire les délais d'inscription et d'actualisation des données.

Il a également indiqué qu'il sera fait recourt au numéro d'identification national qui permettra d'obtenir toutes

les informations sur les biens de toute personne à l'échelle nationale.

Le ministre a également inauguré le guichet unique pour personnes aux besoins spécifiques de la Caisse nationale d'assurance sociale (CNAS) à la cité Bizar au centre-ville de Sétif avant d'inspecter l'école des enfants sourds-muets où il a assisté aux activités organisés à l'occasion de la journée nationale des personnes handicapées.

Le ministre s'est aussi rendu au centre foncier intercommunal et le centre des impôts et a reçu des exposés sur les activités de ces deux structures.

## **COMMERCE**

### Modernisation d'Air Algérie : Lancement d'une feuille de route

**Source : El Moudjahid**

Une feuille de route comportant des objectifs pour la modernisation d'Air Algérie a été tracée, a annoncé à Ain Defla le ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjemaâ Talaï.

Une feuille de route comportant les objectifs à atteindre à la faveur d'une opération de modernisation a été tracée, a indiqué le ministre lors d'un point de presse à l'issue d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Aïn Defla. L'opération de modernisation accorde un intérêt accru notamment aux volets liés à la gestion et à la maintenance, a-t-il expliqué, ajoutant qu'au regard de sa dimension, de son passé et des missions qui lui sont dévolues, Air Algérie est une grande compagnie.

Battant en brèches la thèse de la privatisation de la compagnie, il a affirmé que la finalité du programme de modernisation est de faire en sorte que le passager puisse voyager dans les meilleures conditions de confort et de sécurité. Affirmant, par ailleurs, que les transports ferroviaire et routier jouent un grand rôle dans le développement du pays, il a noté que certains projets peinent à arriver à leur terme en raison notamment de problèmes liés à l'expropriation. M. Talaï a fait savoir que les anciens trains seront rénovés, faisant état de nouvelles acquisitions en voie de réception, affirmant que les travaux des projets qui ont été lancés dans le domaine du transport ou celui des travaux publics seront poursuivis, signalant que leur réception se fera dans les délais préalablement fixés. S'agissant des projets touchés par le gel, il a précisé que ceux d'entre eux dont l'utilité économique est avérée seront relancés à l'inverse de ceux de "seconde importance" dont le lancement est tributaire de l'amélioration de la situation financière du pays. Dans la commune d'Aïn Soltane où il s'était rendu au début de sa visite, le ministre a notamment inspecté les travaux de réalisation du dédoublement de la ligne ferroviaire El Affroun (Blida)- Khémis Milana (Aïn Defla) s'étendant sur une distance de 56 km et dont l'avancement des travaux a dépassé les 60%. Tout en relevant que cette ligne est une partie importante de la rocade nord compte tenu du fait qu'elle traverse trois wilayas (Blida, Aïn Defla et Tipasa), il a mis l'accent sur la nécessité de sa réception "durant l'année 2018. A Khémis Miliana, M. Talaï a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation d'une gare ferroviaire avant de s'enquérir de l'opération de renforcement du parc de l'annexe de l'entreprise de transport urbain et suburbain en nouveaux véhicules. Dans la commune d'El Abadia, le ministre a inspecté les travaux d'évitement de la ville, notant que dans de nombre de régions du pays, les travaux de réalisation sont parfois entamés avant

l'achèvement des études et des aspects liés à l'expropriation laquelle doit prendre en ligne de compte le degré d'utilité publique et le volet indemnisation. Au chef-lieu de wilaya, le ministre a procédé à la pose de la première pierre de réalisation d'un centre national de contrôle de la qualité des produits utilisés dans le domaine des travaux publics avant de prendre part au centre équestre Cheikh Bouaâmama aux festivités organisées à l'occasion de la célébration de la journée nationale des personnes aux besoins spécifiques.

### [Pose de la première pierre de l'usine Kia Motors Algérie, le 19 mars à Batna](#)

**Source : Algérie Eco**

Le constructeur Sud coréen, KIA Motors Algérie procédera à la pose de la première pierre de son usine de montage de véhicules à Batna, le 19 mars, avons-nous appris auprès d'une source proche du constructeur automobile.

Après une longue période de négociation, c'est le représentant Global Motors à travers sa filiale véhicules légers qui permet ainsi au constructeur d'installer son usine de montage, précise la même source. En rappelant que Global Motors, représente également, le constructeur Hyundai pour sa division camion et bus, comme il a lancé le projet de véhicules particuliers pour TMC.

C'est précisément sur ce plan, que le constructeur sud coréen, œuvre pour rester dans la course, décrocher son quota pour l'année 2017, et éviter de se faire devancer par ses concurrents, qui ont déjà déposé, ou lancé leurs projets.

De leur côté, les observateurs de la scène économiques, une excellente opportunité pour promouvoir et renforcer la création de PME/PMI, dans l'objectif d'asseoir un réseau de sous-traitance, à même d'impacter le prix de revient des véhicules « made in Algeria », si le taux d'intégration de 40% sur cinq ans est dûment respecté.

Autrement dit, toute cette dynamique autour de l'industrie automobile, et du développement de la sous-traitance, devrait s'inscrire dans une optique finale, celle qui permettrait à terme, au citoyen algérien d'acquérir la possibilité de pouvoir choisir son véhicule en fonction du principe qualité/prix, et sans se ruiner.

## **TRANSACTIONS & CONTRATS**

### [Fabrication d'équipements pétroliers : Création d'une société algéro-chinoise](#)

**Source : El Moudjahid**

Un mémorandum d'entente portant création d'une société commune dans le cadre de la règle (51/49) a été signé hier au siège du ministère de l'Industrie et des Mines (Alger), entre le groupe AGM (filiale Poval Spa) et la société chinoise Shandong Kerhui Well Control Equipment.

La cérémonie s'est déroulée, en présence du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, les PDG des deux entreprises. Les produits prévus en fabrication et à commercialiser par cette nouvelle société, dont le siège est prévu à Médéa, sont des têtes de puits et équipements pétroliers. Le niveau d'intégration local des équipements, produits sous le label du partenaire technologique chinois, est estimé à plus de 70% dont l'activité de production devra démarrer au plus tard en 2018. S'exprimant à cette

occasion, le ministre a affiché sa pleine satisfaction quant à la signature de cette convention qui confirme, selon lui, que notre économie est en pleine essor et la politique de diversification menée depuis plus de deux ans par le gouvernement se concrétise de plus en plus sur le terrain.

Il dira dans ce sens qu'« actuellement nous sommes, en train de renforcer l'activité économique, mais il est toujours nécessaire, d'accélérer encore la cadence d'activité ». Appuyant ses dires, le ministre a cité à titre d'exemple qu'avant 2015 pour qu'un investisseur ait son certificat d'excellence, il lui faut au moins 27 mois, mais en 2016 la période est réduite à deux mois, ce qui confirme, a-t-il précisé, que « le problème de foncier est résolu ». S'agissant de financement de l'économie nationale, il a souligné qu'en 2015 le financement a progressé de 12% et en 2016 il a atteint 16%. En réponse à une question relative à l'installation de comité de veille, il a indiqué qu'« il est chargé principalement de résoudre des problèmes et de donner ensuite son accord. Mais l'investissement est dirigé par des lois claires et précises ». Allant plus loin dans ses déclarations, le ministre a rassuré que contrairement à ce qui se dit par certains, l'investissement, en particulier l'investissement étranger, a connu une augmentation remarquable durant l'année 2015/2016.

Pour preuve, a-t-il dit, le premier semestre 2017, trois grands projets vont entrer en exploitation à savoir : le projet du complexe sidérurgique de Bellara (El Milia, sud-est de Jijel) en juin prochain, l'usine textile Relizane, une unité va entrer en production en juin, quant au troisième, le ministre a indiqué que celui-ci concerne le complexe Tosyali.

Il y a lieu de savoir qu'en plus de la première unité de production d'acier et de rond à béton mise en

exploitation, en 2013, le complexe a lancé une extension constituée d'une unité laminoir de production de fil machine. Sa capacité de production est estimée à 900.000 t/an de rond à béton, et de 700.000 t/an de fil machine. « La première rentrera en production en avril et la deuxième en juin », a annoncé le ministre. S'agissant de la production de la société algéro-chinoise, le premier responsable de secteur a fait savoir qu'elle sera destinée au groupe Sonatrach qui importe annuellement pour 200 à 400 millions de dollars de têtes de puits, d'après les chiffres avancés, ce qui a expliqué que la mise en place de cette société s'inscrivait dans le cadre la politique de substitution aux importations.

De son côté, le PDG du groupe AGM, Bachir Dehimi, a indiqué que l'entreprise prévoit de produire un millier de têtes de puits pour sa première année d'activité. Ajoutant : « Le domaine d'activité de cette société mixte comprendra également d'autres types d'équipements pétroliers. »

## **REGIONS**

### **CNMA : Rencontre avec les producteurs**

**Source : El Moudjahid**

Une centaine d'éleveurs laitiers leaders des wilayas de l'Ouest ont été invités à une journée d'échanges et de partage d'expériences au siège de la Direction des Services Agricoles de Mostaganem mardi dernier

Cette journée technique présidée par le directeur général de la CNMA, M. Chérif Benhabilès, et co-organisée par la CNMA et Timac Agro Algérie, en partenariat avec les DSA et la Chambre d'agriculture de Mostaganem, a été marquée par les présentations des différents intervenants de la CNMA, de l'Office National

de l'Aliment de Bétail (ONAB) ainsi que des équipes techniques des deux institutions en productions animales et végétales, avec pour principaux thèmes l'optimisation des productions fourragères et la vulgarisation des couvertures assurantielles adaptées à cette filière stratégique (CNMA).

Une autre rencontre a eu lieu le lendemain dans la wilaya d'El Oued regroupant la CNMA et les producteurs de pomme de terre, des agriculteurs et éleveurs de Robbah et de Guemmar. Le choix porté de ces régions pour animer des rencontres vise le rapprochement des agriculteurs et des éleveurs. En effet, ces wilayas du Sud et de l'Ouest sont connues pour la diversité et la richesse de leurs ressources agricoles, principalement dans la filière pommes de terre et la filière bovine et ovine et l'existence de terroirs naturels (olives, agrumes, maraîchages et autres cultures).

Cette démarche qui s'impose dans le nouveau paysage socio-économique vise le renforcement du positionnement de la CNMA en tant qu'« Assureur Conseil Mutualiste de Proximité » en vue de dynamiser le développement des activités en milieu rural agricole et la protection et la sécurisation des revenus des agriculteurs et éleveurs par l'offre de services de la CNMA via ses produits d'assurances prenant en charge les risques liés à leurs productions agricoles .

### **Oran : Relance du tourisme**

**Source : El Moudjahid**

En effet, depuis trois ans, de plus en plus des touristes venus des quatre coins du monde se rendent dans la capitale de l'Ouest.

Des Japonais, des Allemands, des Américains, des Italiens et des Autrichiens... ont découvert pour la

première fois El-Bahia qui, pour certains, n'est pas très différente de villes du sud de l'Europe, par son architecture urbaine chargée d'histoire et l'ambiance générale qui y règne. Toufik Timimoune, guide touristique, membre de l'association Bel Horizon, dédiée à la sauvegarde du patrimoine et monuments historiques et au développement des échanges culturels entre les deux rives, est de plus en plus sollicité pour accompagner les groupes de touristes venus des pays du Nord, étant un parfait anglophone « L'association a commencé de 2001 à 2002 à former des guides touristiques, mais surtout des guides de monuments historiques. C'est ainsi qu'elle est devenue presque un sous-traitant de certaines agences de voyages. Depuis, et jusqu'en 2007 à 2008, nos guides étaient surtout engagés pour accompagner des groupes de touristes pieds-noirs qui revenaient à Oran pour revoir leurs maison, rues, écoles, quartiers et, pour certains, des amis d'enfance et voisins », confie Toufik, avant de poursuivre que « la tendance a changé après 2008, et on a commencé à travailler avec des touristes de croisières de nationalités diverses et des groupes de touristes français qui découvrent pour la première fois la ville. La plupart d'entre eux sont des professeurs en architecture qui s'intéressent à Oran et à son art décoratif ». Ce dernier a fait savoir qu'à partir de 2009, le flux des touristes en provenance des pays du nord de l'Europe et d'autres pays évoluait crescendo, avant d'être freiné provisoirement par l'attaque de Tiguentourine.

Mais, il y a deux ans, dit-il, « nous avons constaté une relance, en fait, les mêmes agences qui assuraient la destination du Sud ont inclus dans leur offre la destination de l'ouest de l'Algérie, en particulier Oran ». Pour ce guide touristique, « une bonne partie de ces Européens ne connaissaient de l'Algérie que le Sud, Ghardaïa, Timimoun, Tamanrasset... Maintenant, ils découvrent le potentiel touristique du Nord, en

particulier Oran, son histoire, sa richesse urbaine et architecturale traversée par de nombreuses civilisations, ce qui fait d'elle un modèle unique en Algérie. Depuis trois ans, je reçois des groupes danois, allemands et autrichiens, et, récemment, j'ai même reçu des Américains qui travaillent pour des compagnies installées dans les pays du Golfe, pour lesquels c'était vraiment une découverte.

Les touristes des autres nationalités, à l'exemple des Espagnols et des Français, viennent surtout individuellement et font appel à un guide, même pour un week-end». Selon Toufik, «les touristes ont surtout relevé qu'à la différence de pays comme la Tunisie et le Maroc, ou le tourisme est un moyen de gagner sa vie, en Algérie, ils ont eu le sentiment d'être considérés comme des invités».

### Réaménagement des zones industrielles d'Oran : Les opérateurs économiques sollicités

**Source : El Moudjahid**

Le wali d'Oran, Abdelghani Zaalane a appelé, les opérateurs économiques domiciliés dans les différentes zones industrielles de la wilaya à contribuer au réaménagement de ces espaces se trouvant dans un état de dégradation.

Lors d'une rencontre consacrée à la situation de l'investissement et des zones industrielles d'Oran, organisée par l'Assemblée populaire de wilaya (APW), le wali a estimé que les opérateurs économiques doivent participer matériellement au réaménagement de ces zones, soulignant que la faiblesse des ressources financières ne permet pas à l'Etat de prendre en charge ces opérations. Il a fait savoir, dans ce sens, que de

nombreux opérateurs économiques ont émis le vœu de participer au réaménagement de ces zones, sauf qu'un manque d'organisateur a retardé cette opération.

Le wali a insisté sur la désignation d'une partie dont une direction de gestion des zones industrielles pour se charger de cette opération qui doit impliquer toutes les entreprises économiques locatrices.

Le chef de l'exécutif a estimé qu'il est inadmissible de parler de zones industrielles aux accès détériorés, aux canalisations d'assainissement défectueux et manquant de stations d'épuration des eaux usées, soulignant que ces aires industrielles sont la première façade de l'investissement sur lequel mise l'Etat pour réaliser un bond économique. M. Zaalane a également affirmé qu'en dépit de la conjoncture économique sévissant dans le monde, l'Algérie continue à croire en l'investissement comme moteur essentiel pour le développement et la création d'emplois, évoquant la perspective de création de 17 nouvelles zones d'activités à Tefraoui, Sidi Benyebka, Hassi Bounif, Gdyl, Hassi Mefsoukh et Bethioua, entre autres, pour contribuer au renforcement de l'investissement en croissance dans la wilaya d'Oran.

### L'ambassadeur du Japon à Bordj Bou-Arréridj : Au cœur de l'industrie électronique

**Source : El Moudjahid**

L'ambassadeur du Japon à Alger, M. Masaya Fujiwara, qui a effectué hier une visite de travail dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj s'est rendu au siège de la société Condor, spécialisée dans l'industrie électronique qu'il a qualifiée de modèle de réussite dans ce domaine. Le diplomate, qui a jugé que la wilaya est une grande

capitale de l'industrie, a rappelé que les relations économiques entre l'Algérie et le Japon sont historiques. Il a noté que c'est le secteur des hydrocarbures qui a attiré les entreprises de son pays, notamment dans les années 1970 et 80 avec la construction de plusieurs complexes gaziers et pétroliers, comme celui d'Arzew spécialisé dans la pétrochimie. M Masaya Fujiwara a annoncé que les échanges commerciaux entre les deux pays tournent autour de 2 milliards de dollars par an, faisant de l'Algérie le 4e partenaire du Japon en Afrique. Ce qui ne l'a pas empêché d'appeler à une nouvelle dynamique pour intensifier ces relations. Des potentialités existent encore pour développer davantage la coopération bilatérale, a-t-il dit. Beaucoup de sociétés japonaises sont intéressées par le marché algérien, que ce soit dans l'industrie automobile ou dans la construction d'infrastructures, comme les stations de dessalement de l'eau de mer, a affirmé l'ambassadeur qui a rappelé que le gouvernement de son pays accorde beaucoup d'attention à cet aspect. Il a précisé que les représentants des marques Nissan et Suzuki sont en pourparlers avancés pour l'implantation d'usines de fabrication automobile en Algérie. Les deux constructeurs ont présenté, selon lui, un dossier solide. Ils n'attendent que le feu vert du ministère algérien de l'Industrie pour se lancer dans la concrétisation de ce projet, a-t-il indiqué avant d'annoncer que Toyota est également intéressée par cette perspective. Le PDG de Condor, M. Abderrahmane Benhamadi, a pour sa part rappelé que sa société travaille depuis belle lurette avec les Japonais. Il a cité l'utilisation du gaz propre appelé 132, produit dans ce pays pour les climatiseurs. Il a même annoncé un partenariat avec un groupe japonais parmi les grands dans son domaine pour la fabrication d'appareils téléphoniques de haute qualité. M Benhamadi qui a écarté une éventuelle exportation des produits de Condor au Japon n'a pas exclu la possibilité

de vendre les panneaux solaires pour le pays du Soleil levant.

### Travaux publics : Un centre national de contrôle de la qualité bientôt à Aïn Defla

**Source : Le Soir d'Algérie**

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjemaâ Talai, était mardi en visite dans la wilaya de Aïn Defla où il a inspecté plusieurs chantiers de réalisation d'infrastructures relevant des secteurs dont il assure la charge.

Sur les hauteurs de la commune de Aïn Soltane, le ministre, en compagnie du wali et du P/APW s'est longuement attardé au niveau du méga-projet en cours, celui du diffuseur qui permettra la jonction entre l'autoroute et la nouvelle rocade en cours d'exécution de Bordj-Bou-Arréridj en passant par Médéa et Berrouaguia, parallèlement à la rocade des Hauts-Plateaux. Ce diffuseur, une vraie plaque tournante, est appelé à devenir le noyau de l'émaillage d'un important réseau routier dans le sens horizontal par rapport à la côte et verticalement du nord au sud du pays.

Ce diffuseur, le ministre l'a constaté, viendra aussi conforter l'important carrefour routier et ferroviaire que constitue Khemis Miliana. Pour ce qui est du réseau ferroviaire, le ministre a inspecté le dédoublement des voies entre Sidi-Lakhdar et El Affroun sur 57 km en passant par Khemis Miliana et Boumedfaâ. La nouvelle voie qui passe au sud de Khemis Miliana empruntera deux importants tunnels qui passent sous le mont El Guntas en deux lots et en bi-tubes, le premier d'une linéaire de 7,3 km (le plus long du pays) et le deuxième de 3,2 km.

La visite effectuée par la délégation officielle dans les deux tubes a permis de constater que les travaux connaissent un taux d'avancement très appréciable.

A Khemis Miliana et Boumedfaâ, Talai a posé la première pierre de la gare ferroviaire sur la nouvelle voie. Cette gare fait partie d'un groupe de sept gares qui seront construites entre Sidi-Lakhdar et El Affroun.

Toujours au niveau du site de cette gare, le ministre a donné le départ à trois nouveaux bus de transport urbain pour la commune de Khemis Miliana. Le point le plus important de cette visite a été la pose de la première pierre du Centre national de contrôle des travaux publics dont la réalisation vient de débuter et qui a été implanté à l'entrée est de la ville de Aïn Defla. Ce centre sera doté de trois grands laboratoires de contrôle des infrastructures des matériaux, dont un destiné au contrôle maritime (les ports). En plus de ses fonctions de contrôle, ce centre comptera un important institut de formation d'ingénieurs, d'une capacité de quelque 200 étudiants.

A Bourached, non loin du site où se construit le marché de gros, le premier du genre en Algérie, le ministre a inspecté le chantier de réalisation d'une gare de péage qui sera accompagnée d'un centre de maintenance des 104 km d'autoroute qui traversent la wilaya de Aïn Defla et dont le taux de réalisation est estimé globalement à 42 %. Boudjemaâ Talai, en tant que ministre des Transports, a donné le signal de circulation de 11 taxis urbains d'une société privée qui vient de se constituer, la première du genre. Lors du point de presse, interrogé sur les retards dans l'exécution de certains projets, le ministre a fait valoir «le grand problème qui nous cause des retards est constitué par les contraintes d'oppositions qui demandent du temps pour les

dépasser et leur trouver les solutions idoines notamment les cas d'expropriation».

Et il ajoute «l'idéal est que avant d'entamer un quelconque projet, on doit commencer par la levée de toutes les contraintes, habitations, conduites d'eau, lignes à haute et moyenne tension... Malheureusement, ce n'est pas toujours ce qui se fait».

A une question sur les difficultés auxquelles se trouve confrontée la compagnie Air Algérie, il dira : «Nous avons entrepris de moderniser, sur tous les plans, cette compagnie pour la rendre compétitive comme nous sommes décidés à moderniser le réseau ferroviaire (voyageurs et marchandises), de le rendre performant avec confort et gain de temps, tout comme parachever la modernisation entreprise des réseaux routiers.»

### Annaba : La réhabilitation du vieux bâti proposée aux Français

**Source : Liberté**

Annaba compte plus de 9 000 bâtisses nécessitant une opération de revalorisation urgente, dont certaines menacent ruine.

Les rencontres professionnelles d'Annaba, organisées à l'initiative du consulat général de France, entamées dimanche dernier, se sont poursuivies, hier, avec à l'ordre du jour la mise en relation des entreprises françaises et algériennes intéressées par la réhabilitation et la rénovation du vieux bâti. Un projet d'actualité à Annaba, qui est une ville où l'on enregistre plus de 9 000 bâtisses nécessitant une opération de revalorisation urgente, certains d'entre ces immeubles menaçant ruine.



Réunis dans la salle de conférences de l'hôtel Sabri, les participants à cette journée ont pu se rendre compte de la situation qui prévaut à Annaba dans ce domaine et du programme qui a été arrêté par les pouvoirs publics pour y faire face, à la lumière des interventions du directeur de l'urbanisme et de la construction de la wilaya hôte et des experts de différents bureaux d'études.

Lors de la brève, mais non moins intéressante communication, qu'il a faite au sujet de la réhabilitation du patrimoine immobilier concerné par ce programme, Abderahim Hafiane, directeur d'un bureau d'études d'architecture et d'urbanisme, a expliqué l'importance du niveau de technicité et de maîtrise qui sont requis pour mener une opération du genre.

Ce spécialiste, qui jouit d'une longue expérience professionnelle et qui a participé à de nombreuses actions de réhabilitation du vieux bâti, tant en Algérie qu'à l'étranger, en France notamment, met en garde contre l'amateurisme. "Nous sommes différents acteurs à intervenir dans ce type d'actions, chacun travaille dans son domaine précis. Il faut différencier les différents opérateurs pour éviter le risque d'erreur sur chantier", confie-t-il pour souligner la délicatesse des travaux de rénovation et de restauration du patrimoine.

S'agissant du partenariat avec les entreprises françaises, Abderahim Hafiane se dira favorable à cette initiative. "Ce sera un échange d'expériences profitable avec les entrepreneurs étrangers qui pourraient éventuellement manifester leur intérêt à participer à ce projet, nous ne pourrons qu'y gagner car les entreprises françaises ont un savoir-faire reconnu dans le domaine." M. Aydin, le directeur de CGB, une société française versée dans la construction et la rénovation, loue également l'initiative des organisateurs de ces journées. "C'est la première

fois que je viens en Algérie et je suis ravi de cette rencontre avec mes homologues algériens. J'ai pu me rendre compte de la beauté des immeubles de la vieille ville et des quartiers du centre-ville qui nécessitent une prise en charge. Je suis vivement intéressé par ce programme, même si je n'ai pas eu le temps de bien visiter le vieux bâti en question. Tout dépendra donc des suites que nous réserverons de part et d'autre au contact B to B et B to G, que nous avons eu aujourd'hui ; j'espère seulement que ce ne seront pas des lettres mortes", affirmera cet entrepreneur.

"Notre objectif, ici, est de faire venir les entreprises françaises pour qu'elles puissent se faire leur propre opinion sur la situation, qu'elles puissent rencontrer les représentants des autorités et leurs collègues algériens, qu'elles puissent discuter tous ensemble et imaginer des partenariats. Là, cette année, il s'est agi des ports et de la rénovation du vieux bâti. Nous avons voulu avoir une démarche sectorielle et avons ciblé ces deux thèmes plutôt que d'organiser un événement tous secteurs confondus dans lequel nous nous serions un peu perdus, nous avons ciblé le port et le vieux bâti qui sont deux domaines d'actualité. Une autre fois, ce pourrait être le tourisme, l'agroalimentaire ou autres. L'idée, c'est de coller à la réalité et nous en sommes à l'initiative, mais sans le soutien de tous nos partenaires, la CCI, le patronat, nous n'aurions pas pu le faire. Notre rôle, c'est un peu de fédérer les uns et les autres pour arriver à ce résultat", devait déclarer Patrick Poinot, le consul général de France à Annaba, en marge de la première partie de cette rencontre. Ce dernier ajoutera qu'il est très optimiste quant à la concrétisation des objectifs de ces premières rencontres professionnelles. "Quand les gens viennent, ça leur permet de se rendre compte de la réalité des choses, de ne pas rester sur des impressions, des on-dit. Après La partie B to B et la présentation des communications des entreprises

françaises et sur la réglementation applicable, celles-ci auront une idée précise de tous les dispositifs qui existent pour promouvoir ces relations", conclut notre interlocuteur.